

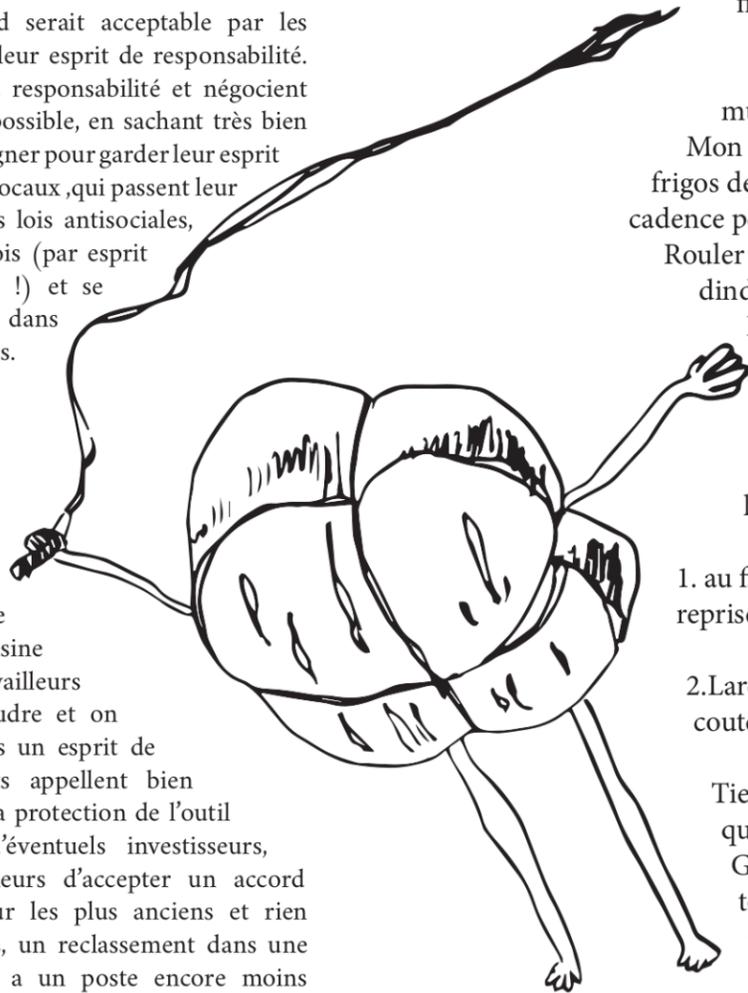
UN PEU DE RESPONSABILITÉ QUE DIABLE!

On l'entend un peu partout 2025 va être une année de conflits dans les entreprises, Michelin, Auchan, Briochin, Axians etc... environ 150 boîtes au minimum en France sont sur le point de fermer. Les traditionnelles luttes «pour le maintien de l'emploi» se mettent en route. Une valse à trois temps bien chorégraphiée qui se répète à chaque fermeture d'entreprise depuis les années 80 et qui est surtout un beau jeu de dupes. Les syndicats réclament le maintien de la production, en sachant très bien que les dés sont déjà jetés et en sortant la calculette pour décider de quel accord serait acceptable par les travailleurs tout en affirmant leur esprit de responsabilité. Les patrons en appellent à la responsabilité et négocient surtout pour payer le moins possible, en sachant très bien que les syndicats finiront par signer pour garder leur esprit de... «responsabilité». Les élus locaux, qui passent leur vie bien au chaud à voter des lois antisociales, défendent les intérêts bourgeois (par esprit de ... responsabilité bien sûr !) et se mettent des grandes claques dans le dos avec les autres bourgeois. Puis, ça vient subitement chouiner devant les portes des usines en appelant au maintien de l'emploi dans leur circonscription et en dénonçant les «patrons voyous». Quelques jours de grèves, peut-être un blocage partiel de l'usine pour contenter les travailleurs qui veulent le plus en découdre et on reprend les négociations dans un esprit de responsabilité... Les syndicats appellent bien vite à la reprise du travail, à la protection de l'outil de travail pour rassurer d'éventuels investisseurs, puis demandent aux travailleurs d'accepter un accord dégueulasse, des miettes pour les plus anciens et rien du tout pour les plus récents, un reclassement dans une boîte encore plus merdique, à un poste encore moins bien payé. Ceux qui dégoutté veulent se battre pour faire grossir le chèque sont bien vite rappelés à un esprit de .. responsabilité. Heureusement, il y a un espoir pour certaines boîtes puisque actuellement des entreprises de fabrication d'armes, obus et autres objets de mort se positionnent en repreneur notamment aux fonderies de Bretagne mais dans bien d'autres endroits en France où l'on a compris que la guerre est un business juteux de plus soutenu par l'État. L'économie de guerre et l'exploitation s'accélère, l'État et ses bourgeois en sont sans aucun doute les...responsables.

**VOUS POUVEZ RETROUVER LE TIRE AU FLANC SUR LE SITE : LOUKANIKOS.NOBLOGS.ORG
POUR NOUS CONTACTER PAR MAIL C'EST : TIRE-AU-FLANC@RISEUP.NET**

BILLET D'(MAUVAISE) HUMEUR

Quarante-huit paupiettes, fois quarante cagettes, fois trois palettes ça fait combien de paupiettes ça ? Le plus dur c'est pas tant de rouler ces milliers de paupiettes par jour,



Non le plus dur, c'est qu'à la fin de la semaine je n'ai toujours pas réussi à résoudre cette multiplication.

Mon cerveau figé par les frigos de l'usine boucle dans une cadence perpétuelle.

Rouler du veau - Rouler de la dinde - Rouler du bœuf

Larder, larder c'est pas un verbe larder. Et merde, si.
« Garnir (une pièce de viande) de lard.

1. au figuré Piquer à plusieurs reprises.

2. Larder qqn de coups de couteau. »

Tiens tiens, j'en connais un que j'irais bien larder.

Gagner du temps sur tout. Va larder, hop dix secondes de pris sur va-enrouler-du lard-autour-de-ta-paupiette.

Et puis 13h, fin de journée anticipé, 30 minutes de salaires en moins. Mais quitte à se lever, je les aurait bien gagné ces 30 minutes de salaires à aller-mettre-du-lard-autour-de-ma-paupiette.
Bon au moins, maintenant je sais, ça fait 5760 paupiettes.

MARS 2025

TIRE-AU-FLANC



GCONTRE LA GUERRE / GCONTRE L'EXPLOITATION

FRANCE, TRAVAIL, VOMIR

Deux mots sur une devanture, sur une lettre de radiation, deux mots pour nous hérissier le poil, deux mots que l'on déteste déjà quand ils sont seuls... Les voilà réunis. « FRANCE TRAVAIL ». Le projet est clair :

FRANCE : Renforcer l'idéal nationaliste et rétablir l'autorité coûte que coûte. On nous l'a asséné au lendemain des émeutes pour Nahel : « Si tu défies l'autorité on va t'apprendre à la respecter. » A l'heure des grands conflits entre bourgeois, il faut réintroduire la mobilisation militaire et préparer l'armée de réserve quand la nation appellera. En gros on doit se casser le dos au boulot jusqu'au jour où on devra se faire trouser la peau au front.

TRAVAIL : Donner au patronat les clefs d'une main d'œuvre malléable, échangeable et peu chère qu'ils souhaitent. Les institutions de gestion des chômeurs sont plus que jamais des machines de répression et une partie de ces activités de flicage est avidement pilotée par des organismes privés. Il convient de trier employables et inemployables au sein d'une méga-structure centralisée et s'appuyer sur des algorithmes pour virer une partie des chômeurs des dispositifs d'aide. Ou, du moins, d'en faire planer la menace dans le but de pousser tout le monde à accepter l'austérité sous l'égide de l'économie de guerre, la réindustrialisation militariste, et rendre enfin à la France sa force d'antan !

Croire qu'il existe une réelle différence entre travailleurs, chômeurs, rsastes, retraités c'est se fourrer le doigt dans l'œil, ou plutôt répéter bêtement ce que nos dirigeants affirment pour nous diviser. Ces différents statuts ne sont que des cases bien utiles pour gérer l'exploitation, s'assurer de la docilité des mieux lotis en pointant ceux qui le sont moins ou en agitant le risque d'un déclassement dans une case «inférieur» mais aussi assurer le calme en garantissant un niveau de vie minimum aux travailleurs, même sans emploi.

Les gouvernements successifs ont tout préparé pour nous accueillir dans les meilleures conditions et faire plaisir aux patrons. Voici un petit florilège de ses nouvelles mesures : 15h d'activité OBLIGATOIRE pour les bénéficiaires du RSA, étendues à tous les chômeurs si affinités; refuser une CDIisation à deux reprises sur un même poste c'est s'asseoir sur les indemnités; les contrôles sont resserrés notamment envers les arrêts maladies; baisse de l'indemnité, les abandons de postes sont à présent considérés comme une démission donc pas de chômage.

Nous ne sommes pas surpris mais esquiver le travail va devenir bien plus complexe. «A la bonne heure ! Au boulot les feignants» diront les bons chiens chiens, fidèles serviteurs de leurs maîtres. Le résultat sera de toute façon une baisse généralisée des salaires et une détérioration accrue des conditions de travail pour tout le monde. Des horaires épuisants, des maladies professionnelles et des accidents du travail à la pelle, des logements encore plus pourris et une alimentation de plus en plus merdique, voilà notre avenir dans ce merdier.

Mais nous, on veut pas choisir entre un boulot de merde payé une misère ou bien 15h de bénévolat pour une association caritative ou une structure d'insertion professionnelle à la con. C'est quoi la prochaine étape ?! Stagiaire non rémunéré à durée indéfinie ? Bosser comme CRS chez France Travail? Un contrat d'intérim comme nettoyeur de front en Ukraine ? Se transformer en homme-sandwich qui vante les mérites de son entreprise 24h sur 24 ? La prison pour ceux qui refusent de travailler ? Ras l'cul de se lever, se déplacer, se bousiller pour trois francs six sous tous les matins.

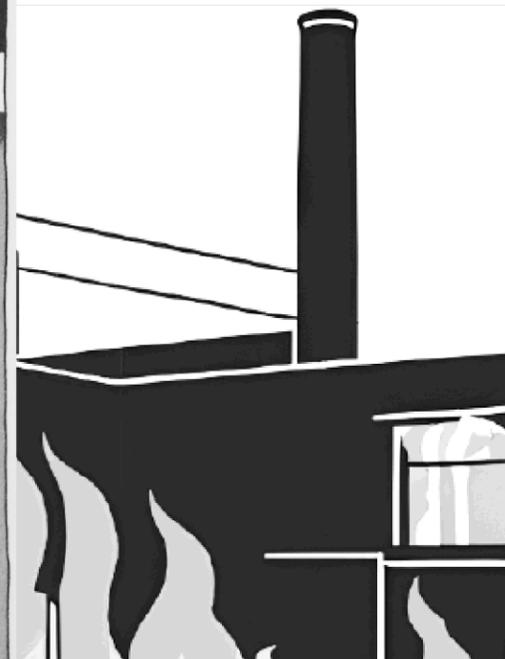
Pour les capitalistes, les mesures sociales comme le RSA, le chômage, la retraite, la Sécu, les allocs, sont des leviers qui servent à nous faire bosser en échange du minimum pour survivre ; c'est le prix de notre aliénation. Mais y a-t-il assez de miettes pour tout le monde ? Le mythe de la «France terre de droits et de solidarité» c'était déjà ridicule ; le bien-vivre au SMIC avec des gosses, la vie d'abondance et d'aventures avec 600 balles de RSA ou l'éclate pour les sans-papiers de faire les jobs désertés par les français. C'est désormais des réalités de galère quotidienne qui vont en s'étendant à des millions de gens et qui présagent un futur cauchemardesque. L'État français troque depuis une dizaine d'années son pseudo «visage social» pour une sale tronche autoritaire, en dégainant réforme sur réforme... et pour l'instant rien ne semble l'arrêter. Dans cette situation on pourrait raisonnablement s'attendre à ce que ça pète à nouveau...

Pourtant, le slogan «Travail, famille, patrie» résonne dans nos oreilles comme un bourdonnement insupportable. Dans cette France gangrenée par l'idéologie travailliste, il est loin le temps où certains se battaient pour pouvoir faire autre chose de leur vie que travailler et que fleurissaient les slogans «En grève illimitée», «Je ne veux pas perdre ma vie à la gagner», «Ne travaillez jamais»!

La naturalisation du capitalisme n'a fait que gagner du terrain dans les esprits et empêche de réfléchir en dehors des carcans pour songer à des lendemains qui chantent. C'est la course au mérite, à la thune, à la consommation, à suivre toutes les tendances en diffusant un conservatisme lourdaud pour que tout reste pareil... mais en pire. De l'incantation au «travail bien fait» dans les métiers manuels, au mépris des glandeurs, en passant par la chasse aux fraudeurs, jusqu'à l'éloge de ceux qui ont des diplômes pour gueuler sur ceux qui n'en ont pas, c'est mille nuances de réactions qui se déclinent au travail et dans tous les milieux. Le conflit de classe se déplace à l'envie en conflit de génération, de statut, d'origine, de genre, ou de n'importe quelle division capitaliste. La vieille génération pauvre crache sur les jeunes «qui veulent rien foutre et savent plus bosser» et aux jeunes pauvres de renchérir sur les vieux «qui en ont bien profité, en polluant la planète et en exploitant les pays pauvres», les CDI s'en prennent aux CDD qui eux se lâchent sur les intérimaires... alors que le programme c'est galère et no futur pour tout le monde. Aujourd'hui on s'en prend plein la gueule si l'on est en arrêt maladie, handicapé, au chômage depuis une paye, si on se fait de la thune en magouillant, si on refuse de vouloir faire carrière, de se réaliser dans le travail, de se compromettre ou d'écraser les autres. La compétition fait rage pour choper les tafs les moins usants et les mieux payés. Il s'agit pour chaque prol de sauver sa peau et de toujours retourner au turbin, mais à condition de s'adapter aux nouveaux enjeux exigés par le marché. S'imprégner de la mentalité d'entrepreneur en devenant un chasseur indépendant, flexible et bien soumis aux applications de travail. C'est mort !



Extrait de la bd *Le cas Fodyl* de Lomig, toute ressemblance avec la réalité n'est que partiellement fortuite...



Nous ce qu'on veut, c'est l'abolition de l'exploitation et ça passe par se battre pour tout le monde. Qu'une épidémie de paresse et de sabotage contamine les boîtes et que nous soyons de plus en plus de tire-au-flans en conflit ouvert avec le Capital.

«C'est pourquoi nous devons nous organiser pour prendre le temps que le travail nous vole, pour nous permettre de lutter et exprimer à voix haute les questions que l'on se pose tous : Qui sont nos ennemis ? Quels sont nos intérêts ? Comment renforcer ces pratiques qui posent la rupture et permettre leur extension ? Qu'est-ce qui nous empêche de vivre ? Nous voulons casser les logiques de compétition et d'isolement que le travail impose en s'organisant ensemble dans l'entraide, en expropriant et en mettant en commun tout ce que le capital nous a extorqué. Non pas comme une proposition alternative ou une autogestion de notre propre exploitation mais comme une pratique de lutte collective qui vise l'abolition du travail.»*

N'attendons plus pour nous rencontrer. Tous ceux qui se retrouvent dans cette rupture avec l'existant, tous ceux qui débordent de fatigue au travail et d'énergie à vouloir bousiller les outils de notre exploitation, tous ceux qui refusent une vie de travail!»



Le texte entier de l'extrait si contre à lire sur le site du loukanikos :



FLAMMES CONTRE L'EXPLOITATION !

Le Bangladesh, c'est 50 ans de lutte, de grèves massives, d'émeutes ouvrières et de bastons contre l'État, la production et les patrons. Depuis son indépendance en 1971, la classe ouvrière n'a cessé de s'attaquer à l'exploitation. Pays taillé sur mesure pour la Fast Fashion (Zara, Kiabi, Decathlon, H&M, etc ...), 80% de ses exportations viennent du textile. Des usines qui tournent à plein régime sur le dos d'ouvriers payés au lance-pierre pendant que les bourgeois, eux, se gavent. Un paradis fiscal pour le capital, un enfer pour ceux qui taffent dedans. Le pays «des fleuves fous» connaît une instabilité politique depuis les années 80. C'est le même cirque qui se répète à chaque élection : dictature militaire ou démocratie bidon avec au choix deux partis politiques, le BNP et la Ligue Awami qui se reflent le pouvoir. Deux faces de la même répression, toujours là pour mater les révoltes et maintenir les ouvriers dans des zones économiques spécialisées. De vraies prisons à ciel ouvert, blindées de flics armés jusqu'aux dents, qui surveillent, encadrent et répriment. Mais les Bangalais, eux, n'ont jamais cessé de lutter.

Salaires de misère (8300 takas, environ 70 euros par mois), inflation galopante, dévaluation de la monnaie, corruption généralisée, les ouvriers et surtout les ouvrières Bangladesaises - qui représentent 60% des travailleurs du textile - s'attaquent sans relâche au travail en détruisant systématiquement les lieux de production. Que ce soit dans les années 80, en 1994, en 1996 en 2006 ou plus récemment en 2023, ils ont juste tout défoncé sur leur passage. On parle de milliers, voire de centaines de milliers de prolétaires - ouvrier des usines ou pas - qui partent en grève sauvage, brûlent les usines puis vont débrayer d'autres usines avant de s'organiser dans la rue. Si un travailleur est arrêté, c'est tout le mouvement qui se met en branle pour le faire sortir du comico, en s'attaquant aux bâtiments de l'État et en appelant à faire des grèves massives. Blocages, barricades enflammées, émeutes, pillages des usines et commerces, affrontements avec la police : c'est le ton que donne les prols en lutte au Bangladesh. Et les centrales syndicales peinent à prendre le contrôle, quand elles n'essayaient pas de négocier la défaite avec les organisations patronales pour calmer l'offensive.

Aller cramer l'usine où tu bosses, piller les commerces et s'attaquer aux keufs pose un autre rapport de force dans la lutte que de la simple négociation avec les patrons. Les luttes au Bangladesh nous font entrevoir ce qui pourrait être une rupture avec l'aménagement perpétuel de nos conditions. Des pratiques de classe qui se diffusent dans l'espace comme dans le temps avec la perspective d'une attaque de l'encadrement et de l'exploitation. Force et solidarité avec les prolos du Bangladesh et partout ailleurs ! A bas l'État et le travail !